



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture



PROMOTION DE L'EMPLOI  
PRODUCTIF ET DU TRAVAIL  
DÉCENT DANS LES ZONES  
RURALES

## Leçon 4

# **Autonomisation des femmes rurales dans le contexte de l'agenda du travail décent**

### Version textuelle

La version interactive de cette leçon est disponible gratuitement à l'adresse suivante:

<https://elearning.fao.org/>



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence  
CC BY-NC-SA 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>)  
© FAO, 2018

## Dans cette leçon

Objectifs d'apprentissage .....	3
Introduction .....	3
Le monde du travail pour les femmes rurales: contexte .....	4
Principales difficultés rencontrées par les femmes rurales dans l'accès à un travail décent.....	11
Importance de la participation des femmes rurales aux emplois productifs et décents .....	17
L'engagement des Nations Unies.....	18
La contribution de la FAO .....	19
Environnement favorable pour garantir un emploi productif et un travail décent aux femmes rurales .....	20
Conclusion.....	29
Résumé .....	29

## Objectifs d'apprentissage

À la fin de cette leçon, vous serez en mesure :

- de décrire les modalités et les situations de travail les plus courantes chez les femmes;
- de décrire les principaux obstacles au travail décent rencontrés par les femmes rurales;
- d'expliquer l'importance de la participation des femmes rurales aux emplois productifs et décents;
- de promouvoir l'autonomisation des femmes rurales dans le contexte de l'Agenda du travail décent.

## Introduction

En moyenne, les femmes représentent 40 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, de 20 pour cent en Amérique latine jusqu'à 50 pour cent ou plus dans certaines parties d'Afrique ou d'Asie.

Part de l'emploi des femmes dans l'agriculture, par région (%)	
Amérique latine et Caraïbes	9%
Moyen-Orient	26%
Asie Orientale	34%
Asie du Sud-Est et du Pacifique	40%
Afrique du Nord	40%
Afrique sub-saharienne	62%
Asie du sud	67%

Source: OIT, 2014. *Tendances mondiales de l'emploi (données de 2011)*

Les femmes rurales jouent un rôle **crucial** dans la réalisation des changements économiques, sociaux et environnementaux nécessaires **pour le développement durable de l'agriculture et de l'économie rurale**.

Et pourtant, dans la plupart des cas, **elles se trouvent dans des situations très difficiles et injustes**: longues heures de travail dans de mauvaises conditions. Les activités mal rémunérées occupent la majeure partie de leur temps et de leur énergie, avec peu de bénéfices en termes de revenus, de satisfaction ou de statut social.

L'objet de cette leçon est d'approfondir vos connaissances sur la situation des femmes rurales dans le monde du travail en général, sur les principaux obstacles auxquels elles doivent faire face

au quotidien et sur les approches et mesures nécessaires pour corriger ces inégalités fondées sur le sexe liées au travail (environnement favorable).

## Le monde du travail pour les femmes rurales: contexte

Examinons les **modalités et situations de travail les plus courantes chez les femmes**.

Nous pouvons identifier deux catégories principales:

### 1. INDÉPENDANTES

Dans les pays en développement, les **travailleurs indépendants sont plus exposés au risque de l'informalité**, en partie du fait de la faiblesse ou de l'absence de cadre juridique relatif à ce genre d'emploi. Très souvent, les femmes **travaillent dans la production d'aliments de subsistance à faible rendement**, et ne sont donc même pas incluses dans la catégorie l'emploi.

Les femmes rurales occupent souvent un emploi indépendant, car il leur **permet d'accomplir plusieurs tâches**, c'est-à-dire de combiner leurs tâches ménagères et familiales avec des activités génératrices de revenus.

### 2. TRAVAILLEUSES SALARIÉES

L'emploi rémunéré est aussi **une source importante de revenus pour les femmes rurales** qui exercent souvent un travail saisonnier et occasionnel pour compléter les revenus du ménage et assurer leurs moyens de subsistance.

La catégorie des travailleurs indépendants est hétérogène. Les **formes de travail indépendant les plus pertinentes** pour les femmes rurales sont les suivantes:

### INDÉPENDANTS

#### Productrices à leur compte

Dans de nombreuses régions rurales, les femmes sont encore plus nombreuses que les hommes **parmi les petits producteurs ou les agriculteurs de subsistance**. Prenons le cas de Patience pour examiner les caractéristiques de ces travailleuses.

#### Exemple

Patience a 24 ans. Elle a quatre jeunes enfants et habite dans le Malawi rural. Elle travaille en tant qu'agricultrice de subsistance (*mlimi*) tout comme 93 pour cent des travailleuses rurales dans son pays.

Elle est illettrée. Elle a arrêté sa scolarité en troisième année du primaire et a travaillé dans l'exploitation agricole de ses parents dès son plus jeune âge.

Son mari travaille aussi en tant que *mlimi*, et exerce occasionnellement un travail salarié en ville.

En plus de ses responsabilités sur ses terres, Patience assure principalement les activités domestiques et familiales du quotidien. Elle n'a aucune aide pour s'occuper des enfants et doit marcher trois kilomètres pour aller chercher du bois et de l'eau.

- ✓ Lorsque les femmes participent à l'exploitation commerciale, elles doivent faire face à une division rigide des tâches, ce qui leur apporte une rémunération inférieure et moins de perspectives d'emploi que les hommes. Cependant, la plupart des productrices indépendantes participent à la production non commerciale d'aliments pour l'usage final de leur propre ménage et ne rentrent donc pas dans la catégorie de l'emploi.
- ✓ Du fait de leur lourde charge de travail, les petites **productrices** agricoles **souffrent d'un manque de temps**. Elles sont souvent parmi les plus pauvres et ne peuvent pas payer ou accéder aux technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre et aux services de soutien, comme une garde d'enfants de qualité ou du personnel rémunéré.

↳ Cela peut aussi avoir des **conséquences préjudiciables sur les enfants des productrices, en particulier leurs filles**, qui peuvent être sollicités pour participer à leurs tâches quotidiennes et qui, par conséquent, ne suivent pas la scolarité obligatoire. À son tour, cela entretient la subordination des femmes à tous les niveaux ainsi que leurs faibles moyens de subsistance.

### Entrepreneuses et employeuses

L'**entrepreneuriat** est un moteur essentiel de la croissance économique et un **moyen important d'autonomisation pour les femmes**, en particulier dans les économies agraires où les possibilités d'emploi salarié pour les femmes sont souvent rares et saisonnières. Intéressons-nous au cas de Wamusheke.

#### Exemple

Wamusheke gère une entreprise de production de miel.

Elle a lancé son activité avec le soutien de sa famille et un capital de base modeste de 30 dollars.

Actuellement, elle emploie quatre personnes et a des projets d'expansion. Son appartenance à la Fédération zambienne d'associations de femmes d'affaires et à l'Association zambienne de développement de l'entrepreneuriat lui donne accès à des possibilités de formation en matière de

gestion et de techniques commerciales et lui apporte une reconnaissance, de la confiance et de l'estime de soi.

L'entreprenariat rural peut couvrir un grand éventail d'activités économiques des femmes: d'un travail générateur de revenus réalisé par les femmes à domicile et la vente de produits dans la rue/sur les marchés locaux, jusqu'à la propriété et la gestion d'un commerce avec un employé ou plus.

- ✓ Les femmes rurales sont souvent **surreprésentées dans les micro- et petites entreprises de l'économie informelle**. Par conséquent, elles restent souvent en marge du champ d'application de la législation et des mécanismes réglementaires destinés à garantir le respect des normes de base en matière de santé et de sécurité et des droits des travailleurs.
- ✓ Les recherches montrent que les femmes sont souvent des **entrepreneurs «par nécessité»** plus que «par choix».
- ✓ Les femmes rurales font **souvent face à des obstacles sexistes lorsqu'il s'agit de créer et de développer leur activité**. À savoir:
  - lois et/ou pratiques culturelles discriminatoires relatives à la propriété, l'héritage et les affaires matrimoniales;
  - absence d'accès à des mécanismes financiers formels et à des ressources productives (y compris les terres), surtout en Afrique et dans environ la moitié des pays d'Asie;
  - limitation de la mobilité spatiale et de l'accès aux informations et aux réseaux;
  - répartition inégale des responsabilités familiales et des tâches ménagères et manque de protection de la maternité.

### Membres d'organisations de producteurs et de coopératives

Le capital social, par exemple les relations et les réseaux sociaux, joue un rôle important dans les activités de subsistance des femmes dans l'économie rurale, en particulier dans les segments où l'informalité est très présente, notamment dans l'agriculture. **Le fait d'appartenir à des groupes et coopératives de producteurs** est important **pour accéder aux ressources agricoles et aux canaux de distribution** pour les femmes rurales pauvres qui n'y ont pas accès à titre individuel.

**Exemple: le cas d'un collectif féminin en Inde.**

Au Tamil Nadu, en Inde, un collectif de femmes cultive et récolte des algues et fabrique des produits à valeur ajoutée comme la farine d'algues. La culture se fait en eaux peu profondes, en utilisant des piquets et des câbles, ce qui fait que les femmes peuvent faire tout le travail sans avoir besoin de se faire aider (par des hommes) comme dans d'autres types de culture d'algues. Les femmes, principalement jeunes, travaillant pour le collectif trouvent là leur seule possibilité d'emploi rémunéré hors de leur domicile. Les femmes récoltent les algues à la main, en protégeant leurs yeux avec des lunettes. Les femmes passent huit heures dans l'eau, le dos courbé, à ramasser les algues avec leurs mains. Par le passé, les femmes qui récoltaient des algues gagnaient environ 1 dollar par jour. Cependant, depuis qu'elles ont créé une coopérative, elles ont réussi à négocier de meilleurs prix auprès des intermédiaires. Leurs revenus journaliers ont maintenant presque triplé, un résultat qui a eu un effet positif sur la pérennité de leurs moyens de subsistance.

L'accès à des groupes et des réseaux tant formels qu'informels permet aux femmes d'acquérir un pouvoir, une influence et des informations précieuses, mais aussi d'accéder à d'autres ressources susceptibles de stimuler leurs ressources humaines, physiques et naturelles, ainsi que leur capital financier et/ou politique.

- ✓ Cependant, **l'accès au capital social est déterminé par des normes socioculturelles sexospécifiques** et, dans certains cas, aussi par des dispositions légales. Plusieurs études ont montré que les femmes sont souvent exclues des postes de direction, des processus décisionnels et des services proposés par les organisations de producteurs, même si elles sont représentées en nombres suffisants.
- ✓ **Un accès inégal aux actifs, aux avantages et aux revenus** peut compromettre la confiance en soi des femmes rurales, les décourageant à viser des positions de premier plan dans des coopératives et des organisations de producteurs mixtes.
- ✓ **Les approches neutres en termes de genre** pour l'organisation des groupes se traduisent par **une prédominance masculine**, ce qui peut nuire à la participation des femmes rurales et, par conséquent, à leur autonomisation économique et sociale à long terme.

**Travailleuses collaborant à l'entreprise familiale**

Selon la définition de l'Organisation internationale du Travail (OIT), les «travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale» sont les personnes qui occupent un «emploi indépendant» dans

une entreprise orientée vers le marché et exploitée par un parent vivant dans le même ménage, mais qui ne peuvent pas être considérées comme associés, parce que leur degré d'engagement dans l'exploitation de l'établissement, en termes de temps de travail ou d'autres facteurs clés, n'est pas comparable à celui du dirigeant de l'établissement. Ce type de travail est **une forme courante d'emploi dans l'agriculture, surtout pour les femmes et les filles**, et parmi les travailleurs pauvres.

*Exemple: Carolina, une femme autochtone de 37 ans vivant dans une région rurale de Bolivie*

Carolina travaille sur l'exploitation familiale depuis son enfance. Elle aide ses parents à produire du quinoa et d'autres cultures sur leur petit bout de terrain. Elle n'a jamais été scolarisée. Elle s'est mariée à l'âge de 17 ans et travaille depuis sur la petite exploitation de son mari sans recevoir de rémunération. Depuis son mariage, elle n'a pas son mot à dire quant au moment, à la manière et au lieu de vente de leur petite production, ni à la manière dont les revenus sont dépensés. Elle doit se fier entièrement aux décisions prises par son mari, même si ses propres choix de marché auraient été différents.



#### Données sur les travailleurs collaborant à l'entreprise familiale

Les données de 2007 de l'OIT révèlent des taux de participation particulièrement élevés des femmes dans cette sous-catégorie de travail indépendant, avec 59 pour cent en Asie du Sud, 36 pour cent en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, 35 pour cent en Afrique subsaharienne et 25 pour cent dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et en Asie du Sud. En comparaison, les taux les plus élevés de participation des hommes en tant que travailleurs familiaux se trouvaient en Afrique subsaharienne et Asie du Sud avec 18 pour cent (OIT, 2008).

## TRAVAILLEUSES SALARIÉS

Intéressons-nous maintenant à l'autre grande catégorie de «situation dans l'emploi».

Les travailleurs ruraux salariés peuvent être classés dans deux **sous-catégories**:

- les travailleurs employés par des exploitants agricoles, des sociétés agricoles ou des plantations, ou des sous-traitants agricoles;
- les travailleurs employés par des entreprises rurales non agricoles/acteurs publics du secteur secondaire (y compris les entreprises agro-alimentaires et l'agro-industrie) et du secteur tertiaire.

L'emploi rémunéré peut être permanent, temporaire, occasionnel, saisonnier ou à la pièce.

### Exemple: le cas de Prisha

Prisha est une veuve de 51 ans vivant dans une région rurale d'Inde. Elle avait deux filles, dont l'une est morte, laissant ses trois jeunes enfants aux bons soins de Prisha. Toute sa vie, elle a travaillé sur son petit terrain. Parfois, lorsque l'occasion se présentait (pendant la saison de la récolte), elle travaillait dans une plantation de thé à 12 km de son village pour gagner un peu plus d'argent.

Ayant ses petits-enfants à charge, il devenait plus pressant de disposer de revenus supplémentaires.

Comme elle était analphabète et ne possédait pas la terre qu'elle cultivait, celle-ci ne pouvait pas servir de garantie pour l'achat de semences et la création d'une petite entreprise. Elle n'avait pas d'autre choix que de chercher un travail d'appoint dans les champs qui lui permettait de gagner de l'argent, ou de recevoir en échange de la nourriture qu'elle pouvait ramener à la maison. Elle était embauchée avec des arrangements contractuels oraux et informels qui lui donnaient très peu, voire pas du tout de sécurité. Le salaire était minime, en dessous du seuil de pauvreté (1,90 dollar par jour), en échange de longues heures de travail et de deux heures de marche quotidiennes. Prisha n'a accumulé aucune prestation sociale ou de prévoyance.

Le travail salarié décentement rémunéré en dehors du foyer peut aussi aider à l'autonomisation des femmes, surtout pour les femmes très pauvres qui s'en remettent souvent uniquement à leur propre travail physique.

- ✓ Cependant, la réalité de la ségrégation entre hommes et femmes et de la discrimination sexuelle sur le marché du travail fait que les **femmes** ont tendance à être **cantonnées à des activités moins rémunératrices**, et se trouvent plus souvent dans des relations d'emploi ambiguës ou déguisées. Elles gagnent souvent moins que les hommes dans la même catégorie professionnelle.



#### L'écart salarial dans les zones rurales

Même si les données corroborant l'écart salarial dans le milieu rural sont rares, les informations tirées d'un échantillon de la base de données RIGA de la FAO

[www.fao.org/economic/riga/riga-database/fr/](http://www.fao.org/economic/riga/riga-database/fr/) englobant 14 pays indiquent que, en

**moyenne, la rémunération des femmes en milieu rural est inférieure de 28 pour cent à**

**celle des hommes.** La seule exception se trouve dans les régions rurales du Panama où les femmes perçoivent 11 pour cent de plus que les hommes.

Ces **écarts salariaux** ont tendance à être **plus prononcés dans les zones rurales que dans les zones urbaines** dans la moitié des pays qui composent l'échantillon.

L'écart salarial dans les zones rurales est souvent associé à une différence de répartition des actifs (éducation, âge, années d'expérience et secteur d'emploi) entre les deux sexes et dans la rémunération reçue en échange de ces actifs.

Cependant, les résultats de la base de données RIGA révèlent que les différences dans la possession des actifs ne sont pas responsables de la plupart des inégalités de salaires, étant donné que dans certains pays (par ex., en Amérique latine, à l'exception du Panama), les femmes rurales possèdent plus d'actifs, mais sont tout de même moins bien rémunérées que les hommes. Ainsi, **les inégalités de salaire sont généralement perpétuées par des différences entre hommes et femmes** dans les arrangements contractuels, les femmes étant soumises habituellement à de moins bonnes conditions de travail, et la pratique quasi universelle qui consiste à moins bien rémunérer les femmes pour un même travail fourni.

*Source: FAO, 2010 et 2011b, et Base de données RIGA..*

Une femme rurale...	Un homme rural...
...se livre souvent à un travail productif <sup>1</sup> en tant que producteur agricole, entrepreneur rural, travailleur salarié, ou travailleur familial non rémunéré.	...occupe souvent un emploi indépendant ou salarié réalisant des activités productives et économiquement viables et n'assume PAS de responsabilités familiales, domestiques et communautaires non rémunérées. Cela permet aux hommes de se consacrer en priorité ou exclusivement à des activités rémunératrices.
...un travail de gestion communautaire <sup>2</sup> .	
...MAIS elle doit aussi assumer un travail reproductif <sup>3</sup> .	

<sup>1</sup> Activités accomplies dans le but de produire des biens et services, que ce soit pour la vente, l'échange ou pour satisfaire les besoins de subsistance de la famille.

<sup>2</sup> Activités accomplies principalement par des femmes au niveau de la communauté et visant à garantir la fourniture et l'entretien des rares ressources de consommation collective, telles que l'eau, les soins de santé et l'éducation. Ces activités sont considérées comme une extension du rôle reproductif des femmes et sont exécutées par des femmes à titre bénévole, sans rémunération et pendant leur «temps libre».

<sup>3</sup> Le travail reproductif recouvre en premier lieu les responsabilités des femmes liées à la procréation et à l'éducation des enfants, ainsi que les tâches domestiques accomplies par les femmes et les filles pour garantir



La **triple charge de travail** des femmes (tâches productives, familiales et de gestion de la communauté) est un sérieux obstacle pour leur accès aux possibilités de travail décent.

## Principales difficultés rencontrées par les femmes rurales dans l'accès à un travail décent

Les femmes rurales ont souvent un accès plus restreint aux ressources et biens productifs, aux services financiers et à la protection sociale, à l'éducation, au développement des compétences et aux possibilités sur le marché du travail.

De plus, les normes sociales, lois et pratiques sexistes limitent l'implication des femmes dans un travail rémunérateur et leur participation dans les organisations de producteurs, surtout dans les institutions formelles comme les syndicats.

Ainsi, malgré leur contribution importante au secteur agricole, **les femmes rurales se retrouvent souvent dans des positions défavorisées.**

Dans les pays en développement, elles sont surreprésentées parmi les travailleurs pauvres et sont davantage exposées aux déficits de travail décent.



### Lien entre le genre, la pauvreté et l'emploi

**Les femmes rurales** continuent d'être surreprésentées parmi les personnes qui occupent un emploi vulnérable et constituent une vaste **majorité des travailleurs pauvres des pays en développement**. Très souvent, elles collaborent à l'entreprise familiale sans être rémunérées ou travaillent dans l'agriculture de subsistance tout en percevant des revenus inférieurs à ceux des hommes. Elles sont aussi plus souvent touchées que les hommes par le chômage de longue durée.

l'entretien et la reproduction de la main-d'œuvre. Il comprend non seulement la reproduction biologique, mais aussi les soins et l'entretien de la main-d'œuvre actuelle (conjoint et enfants qui travaillent) et future (nourrissons et enfants scolarisés).

Région	Participation à la main-d'œuvre (pourcentage)			Pourcentage de travailleurs pauvres (2 dollars/jour ou moins)	Emploi vulnérable (pourcentage)		
	femmes	hommes	total		femmes	hommes	total
Europe centrale et du sud-est (hors UE) et CEI	50,1	70,3	59,5	4,1	19,9	19,6	19,7
Asie de l'Est	63,0	77,5	70,4	17,7	<b>52,5</b>	43,7	47,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	59,1	82,0	70,4	<b>33,3</b>	<b>64,4</b>	57,1	60,2
Asie du Sud	<b>31,0</b>	81,0	56,6	<b>64,1</b>	<b>82,4</b>	75,5	77,3
Amérique latine et Caraïbes	53,1	79,5	65,9	7,2	32,0	31,5	31,7
Moyen-Orient	<b>18,5</b>	74,3	48,4	7,6	32,9	24,1	25,4
Afrique du Nord	<b>23,7</b>	74,1	48,4	14,9	<b>55,3</b>	30,5	36,0
Afrique subsaharienne	64,8	76,3	70,5	<b>65,0</b>	<b>85,6</b>	70,8	77,6
Monde	<b>50,3</b>	76,5	63,4	28,7	49,9	47,5	48,5

Formulé à partir de OIT 2014 (données de 2011).

Nous allons approfondir l'analyse des obstacles auxquels les travailleuses rurales doivent faire face en nous appuyant sur le cas d'Asha, une femme de 23 ans, mère de trois jeunes enfants, qui habite en zone rurale en Tanzanie.



*"J'accomplis un travail non rémunéré sur l'exploitation familiale. De temps à autre, je travaille aussi en tant que travailleur salarié pendant la saison de la récolte du maïs pour gagner plus d'argent. Je suis très faiblement rémunérée pour ce travail. Je m'occupe de mes trois enfants, du ménage et de certains travaux d'intérêt pour la communauté. Depuis ma naissance, je côtoie la pauvreté et la pénurie alimentaire. Mes parents ne m'ont pas scolarisée, à la différence de mes frères qui ont fini au moins quelques niveaux de l'école élémentaire. Cela s'explique par le manque d'argent et par le fait que mes parents pensaient que l'éducation d'une fille ne rapporterait pas grand-chose pour son avenir ni pour le foyer. Alors, je suis restée à la maison et j'ai dû travailler dès mon plus jeune âge: j'ai participé aux corvées domestiques, puis je me suis occupée de mes frères et sœurs plus jeunes. Je me suis mariée tôt et suis tombée enceinte pour la première fois à l'âge de 14 ans. C'est mon mari qui prenait toutes les décisions concernant la petite exploitation et le foyer. Je n'avais pas mon mot à dire, ni de moyens financiers qui auraient pu me conférer une certaine indépendance et liberté de décision".*

La vie d'Asha a été marquée par les circonstances malheureuses dont elle a hérité.

Circonstance	Conséquence
<b>Pauvreté</b>	A fait qu'elle n'a pas reçu d'éducation et a été obligée de travailler étant enfant
<b>Normes et pratiques culturelles, sociales et religieuses</b>	Ont déterminé sa position défavorisée et subordonnée au sein du ménage, mais aussi de la société
<b>Mariage précoce et maternité précoces</b>	Ont bloqué son accès à des possibilités de travail décent étant donné qu'elle a été obligée de s'occuper de ses enfants alors qu'elle n'était encore qu'une enfant elle-même
<b>Triple charge de travail</b>	Lui a pris quasiment tout son temps et l'a empêchée d'accéder à des formes de travail plus rémunératrices et décentes, et à des formations

### À quoi ressemblerait le parcours d'Asha dans un monde différent sans préjugés sexistes?

Si Asha avait mieux démarré dans la vie, avec au moins un accès à une éducation de qualité, une alimentation nutritive et un environnement favorable à l'autonomisation, où elle aurait été appréciée pour ses qualités en tant que personne, elle aurait pu acquérir des compétences et des capacités lui permettant de sortir du piège de la pauvreté.

Qui plus est, ses futures personnes à charge (ses enfants) auraient été favorisées si elle avait été plus âgée au moment de leur naissance, quand elle aurait eu les moyens de subvenir à leurs besoins. Malheureusement, à moins d'un changement de circonstances, l'histoire d'Asha sera reproduite chez ses enfants, en particulier chez ses filles. C'est ainsi que le cercle vicieux de la pauvreté et de la discrimination sexuelle est souvent pérennisé.

Nous allons approfondir l'analyse des principaux obstacles au travail décent rencontrés par les femmes rurales, d'après l'Agenda du travail décent:

CONTRAINTES DU TRAVAIL DECENT	
<b>CRÉATION D'EMPLOI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forte prévalence de femmes rurales employées dans l'économie informelle, dans un travail (familial) non rémunéré, dans des emplois mal rémunérés et précaires;</li> <li>Contraintes de temps des femmes: triple charge de travail et de longues heures de travail;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement limité des compétences techniques et commerciales, y compris les possibilités de formation en milieu de travail et l'enseignement technique et professionnel disponibles pour les femmes rurales.</li> </ul>
<b>PROTECTION SOCIALE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès restreint des femmes rurales à une assurance maladie et chômage;</li> <li>• Couverture maternité limitée ou inexistante;</li> <li>• Accès limité ou inexistant des femmes rurales à des mesures ou à une couverture de sécurité et santé au travail.</li> </ul>
<b>DROITS AU TRAVAIL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application limitée ou inexistante des normes du travail en termes d'égalité;</li> <li>• Politique et dispositions légales/réglementations discriminatoires ou ne tenant pas compte des spécificités de chaque sexe;</li> <li>• Forte prévalence du travail des enfants dans l'agriculture avec un travail des filles dans la sphère domestique souvent occulté et/ou sous-déclaré.</li> </ul>
<b>DIALOGUE SOCIAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Liberté ou capacité d'association limitée et peu d'influence des femmes rurales dans les associations, coopératives et organisations de producteurs existantes;</li> <li>• Mauvaise qualité des mécanismes existants de dialogue politique et de participation des femmes rurales aux processus de décision.</li> </ul>

**L'âge** est un déterminant **discriminatoire** important qui **entrave l'accès des femmes rurales à des possibilités de travail décent**. Par exemple, les femmes rurales jeunes et âgées (15-24 ans et plus de 65 ans) peuvent être défavorisées par rapport aux femmes rurales adultes en âge de travailler (25-64 ans). Cela s'explique par le fait que les femmes rurales jeunes et adolescentes rencontrent des difficultés supplémentaires qui sont celles pesant sur les jeunes dans leur ensemble pour entrer sur le marché du travail. Cela s'applique aussi aux filles (5 à 17 ans).

Nous allons examiner les inconvénients et les contraintes spécifiques liés au travail décent que subissent les femmes rurales de différents groupes d'âge.

AVANTAGES ET CONTRAINTES LIES AU TRAVAIL DECENT	
<b>Enfants (5-17 ans)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les enfants travailleurs (âgés de 5 à 17 ans) n'ont pas accès à une éducation complète et/ou font un travail qui perturbe leur développement mental et/ou physique. Les enfants des zones rurales, en particulier les filles, ont tendance à commencer à travailler dès un très jeune âge, parfois entre 5 et 7 ans;</li> <li>• Les rôles respectifs de l'homme et de la femme, l'âge, le rang de naissance et les normes culturelles déterminent les types de tâches et les heures de travail des filles et des garçons, ainsi que les enfants qui iront travailler et ceux qui iront à l'école. Les différences entre garçons et filles dans le travail des enfants augmentent avec l'âge;</li> <li>• Dans bien des sociétés, les filles travaillent plus d'heures que les garçons quand on tient compte des tâches domestiques, mais ce travail est souvent invisible et sous-évalué. En moyenne, 92 pour cent des filles travailleuses de la tranche d'âge de 5 à 14 ans effectuent des tâches ménagères, contre 67 pour cent des garçons.</li> </ul>
<b>Enfants/jeunes (15-17 ans)</b>	<p>Cette tranche d'âge est à cheval entre celle des «enfants» et des «jeunes». On l'appelle souvent la «zone grise». En fonction du contexte, les personnes de cette catégorie seront considérées comme des enfants ou comme des jeunes: elles satisfont le critère d'âge minimum d'admission à l'emploi (et sont incluses dans l'emploi des jeunes), mais doivent être protégées contre des conditions de travail dangereuses (incluses dans le travail des enfants). Les filles de cette tranche d'âge font face à des difficultés symptomatiques des deux tranches d'âge. Ces difficultés sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque élevé de grossesse précoce qui a de graves conséquences sur la scolarisation des futures mères et peut avoir des effets nocifs sur leur santé et celle de leurs enfants. Cela a notamment des incidences négatives sur leur productivité future (génération de revenus et accès à des possibilités de travail décent) ainsi que sur leur situation économique et celle de leurs enfants. Les maternités précoces touchent près de 20 pour cent des adolescentes dans les</li> </ul>

	<p>pays en développement, soit environ 7 millions de filles de moins de 18 ans chaque année.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque élevé de mariage d'enfants: une fille sur trois dans les pays en développement risque d'être mariée avant ses 18 ans (essentiellement dans cette tranche d'âge). Les filles mariées avant 18 ans sont souvent moins longtemps scolarisées et risquent plus souvent de souffrir de violence domestique.</li> <li>• Risque d'exclusion de l'accès aux ressources productives (terres, crédits) si elles choisissent de travailler plutôt que de rester à l'école.</li> <li>• Risque d'exclusion des organisations représentatives (par ex., associations de jeunesse).</li> </ul>
<b>Jeunes (15-24 ans)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans les pays en développement, la transition de l'école au travail est défavorable aux filles et jeunes femmes en milieu rural, par rapport à leurs homologues de sexe masculin.</li> <li>• En milieu rural, les jeunes en général et les jeunes femmes adultes en particulier, ont des possibilités limitées de travail et de développement de carrière, surtout dans les secteurs non agricoles. Cela s'explique souvent par un accès insuffisant aux compétences professionnelles ou aux ressources productives nécessaires pour créer leur propre entreprise.</li> <li>• Elles pourront avoir peu de débouchés, manquer d'un soutien institutionnel plus large et avoir un accès limité aux organisations représentatives, ce qui freine leurs efforts de développement en tant que femmes d'affaires et entrepreneurs.</li> <li>• Les données montrent que les jeunes femmes adultes de cette tranche d'âge accepteront plus facilement un emploi dans l'économie informelle.</li> </ul>
<b>Adultes (25-64 ans, ou plus de 65 ans)</b>	<p><b>Tranche des 25-64 ans:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ces femmes subissent généralement une discrimination au travail fondée sur le sexe dans l'économie rurale, avec une forte incidence d'informalité, de sous-emploi, de travail temporaire et saisonnier, de ségrégation professionnelle qui concentre les femmes dans des</li> </ul>

	<p>emplois à faible valeur ajoutée, d'emploi vulnérable, de manque de temps et de ressources, de triple charge de travail, d'absence de représentation, etc.</p> <p><b>Tranche des 65 ans et plus:</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Capacité de travail réduite, souvent combinée à une épargne limitée, voire inexistante sur laquelle s'appuyer.</li><li>• Une faible couverture sociale tout au long de leur vie ne leur donne qu'un accès limité, voire inexistant à un régime de retraite.</li><li>• Probabilité accrue de veuvage, de mauvaise santé, d'invalidité.</li><li>• Les données montrent qu'elles accepteront plus facilement un emploi dans l'économie informelle.</li></ul>
--	--

## Importance de la participation des femmes rurales aux emplois productifs et décents

L'autonomisation des femmes rurales grâce à un emploi productif et à un travail décent peut contribuer à l'égalité entre hommes et femmes<sup>4</sup> dans le monde du travail, ainsi qu'à un développement plus durable de l'agriculture et de l'économie rurale.

Participant pour moitié à la main-d'œuvre, les femmes rurales sont essentielles pour améliorer les moyens de subsistance de leur famille, et la prospérité de leurs communautés et de la société dans son ensemble.

En réalité, lorsque les femmes rurales ont accès à des possibilités d'emploi productif et de travail décent, leur productivité et leur capacité de rémunération augmentent, ce qui, à son tour, augmente les revenus du foyer et la sécurité alimentaire.



La suppression des inégalités entre les hommes et les femmes dans le monde du travail devrait être un élément fondamental des stratégies de développement durable.

<sup>4</sup> L'égalité entre hommes et femmes désigne une situation dans laquelle les **femmes et les hommes jouissent des mêmes droits et des mêmes chances dans la vie civile et politique**, y compris un accès égal à la propriété et au contrôle des ressources et à la prise de décision. Cela signifie également que l'on reconnaît une valeur égale aux femmes et aux hommes et qu'ils sont tous deux libres de développer leurs aptitudes personnelles et de faire des choix sans les restrictions imposées par la rigidité des rôles attribués à chaque sexe, les préjugés et la discrimination. *Source: Site web de FAOTERM (2009). Esplen.*

## L'engagement des Nations Unies

L'importance de l'autonomisation économique des femmes par l'accès à l'emploi productif et au travail décent est profondément ancrée dans le travail des Nations Unies:

### ➤ Objectifs de développement durable (2016-230)

Tant l'emploi productif que le travail décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes, ainsi que l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes sont des objectifs qui figurent parmi les 17 objectifs adoptés en 2015. L'objectif de développement durable 5 (ODD 5) vise à «parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles» et l'ODD 8 vise à «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous».

Pour en savoir plus: [www.un.org/sustainabledevelopment/fr/](http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/)

### ➤ Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD, 2000 - 2015)

L'OMD 1 de l'ONU vise à réduire l'extrême pauvreté et la faim, notamment en assurant un plein emploi productif et un travail décent à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes (OMD 1, cible 1B). L'objectif du Millénaire pour le développement 3 (OMD 3) vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, y compris grâce à des interventions (et à un indicateur spécifique) pour augmenter la proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole.

Pour en savoir plus: [www.un.org/fr/millenniumgoals/](http://www.un.org/fr/millenniumgoals/)

### ➤ Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH, 1948)

La Déclaration universelle des droits de l'homme garantit à chacun le droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à la protection contre le chômage, à l'égalité de rémunération pour un même travail et à l'adhésion à des syndicats (Article 23). Pour en savoir plus: [www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html](http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html)

### ➤ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC, 1966)

Dans ses articles 6 à 8, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) reconnaît le droit au travail et les droits des travailleurs, comme le droit à des conditions de travail équitables et satisfaisantes et le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer.

Pour en savoir plus: [www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx](http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx)

### ➤ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1979)

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est un instrument international important pour la protection des droits des femmes et le

seul traité international juridiquement contraignant relatif aux droits de l'homme qui prête une attention particulière aux femmes rurales. L'article 11 de la CEDAW reconnaît le droit de tout homme et de toute femme au travail et oblige les États parties à éliminer la discrimination contre les femmes dans le domaine de l'emploi. L'article 14 de la CEDAW fait référence en particulier aux femmes rurales. Il exige des États qu'ils tiennent compte des problèmes particuliers qui se posent aux femmes rurales et qu'ils assurent leur participation au développement de l'agriculture et de l'économie rurale et à leurs avantages. *Pour en savoir plus:*

[www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm](http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm)

➤ **Programme d'action de Beijing (1995)**

La quatrième et décisive Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995) a sensiblement propulsé le thème de l'autonomisation des femmes sur la scène mondiale grâce à la Déclaration de Beijing et au Programme d'action de Beijing. Le Programme d'action de Beijing vise à favoriser l'autonomisation des femmes rurales par le biais de l'emploi, l'accent étant mis sur la réduction de la pauvreté, la croissance économique, le pouvoir et la prise de décisions, l'éducation, la formation professionnelle et la santé. Il reconnaît les liens qui existent entre la pauvreté en milieu rural, la discrimination fondée sur le sexe et les plus grandes difficultés rencontrées par les femmes rurales à progresser du point de vue économique, surtout dans le secteur agricole. *Pour en savoir plus:*

[www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf](http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf)

➤ **L'Agenda du travail décent de l'OIT (ATD, 1999)**

L'Agenda du travail décent est une approche programmatique équilibrée et intégrée élaborée par l'OIT et approuvée par la communauté internationale visant à atteindre les objectifs du plein emploi et du travail décent et productif pour tous aux niveaux mondial, régional, national, sectoriel et local.

Il comprend quatre volets, à savoir:

- Volet I: création d'emplois et développement de l'entreprise;
- Volet II: protection sociale;
- Volet III: normes et droits au travail;
- Volet IV: gouvernance et dialogue social.

*Pour en savoir plus:* [www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--fr/index.htm)

## La contribution de la FAO

Afin de participer à ces efforts de développement visant l'autonomisation des femmes rurales et l'égalité entre hommes et femmes dans le monde du travail, la **FAO** a mis au point un **cadre**

**conceptuel** traitant de l'importance de **l'emploi productif et du travail décent** dans **l'autonomisation économique des femmes rurales**. Il s'appuie sur trois objectifs interdépendants qui se renforcent mutuellement:



#### **Stimuler la promotion sociale et économique des femmes**

Lorsqu'elles ont la possibilité de prendre des décisions et d'y donner suite, et de prendre le contrôle des ressources et des produits, les femmes peuvent tirer pleinement profit de leurs activités économiques et sociales.



#### **Augmenter l'autonomie et les moyens d'action individuels et collectifs des femmes**

Des compétences et des ressources les rendant compétitives sur les marchés et un juste accès aux institutions sociales et économiques à pied d'égalité avec les hommes permettent aux femmes de réussir et de progresser sur le plan économique et social.



#### **Améliorer la dignité des femmes, leur estime de soi et du travail qu'elles accomplissent**

Les femmes associent des avantages sociaux et psychologiques importants avec le respect et la valeur qu'elles tirent de leur travail et de leur environnement de travail.



Ces trois éléments en faveur de l'autonomisation des femmes répondent à leur besoins spécifiques et visent la réalisation de leurs droits par le biais des piliers du travail décent. Cela stimule le changement profond qui mène finalement à l'égalité des sexes dans le monde du travail. Le processus d'autonomisation s'opère tant au niveau individuel qu'au niveau collectif.

## **Environnement favorable pour garantir un emploi productif et un travail décent aux femmes rurales**

Pour encourager l'autonomisation des femmes, l'environnement doit être favorable à l'obtention de conditions équitables, inclusives et durables en faveur de l'emploi productif et du travail décent dans les zones rurales. Il existe plusieurs facteurs favorables et approches stratégiques susceptibles

d'induire un environnement favorable pour l'autonomisation des femmes rurales. Voici les facteurs les plus importants:



### Des cadres politiques et juridiques favorables et ciblés

Les politiques et la législation ont une influence sur les vies. Elles peuvent influencer les incitations économiques et les normes sociales qui déterminent si les femmes travaillent, si les types de travail exécutés par les femmes sont considérés comme une activité économique, la réserve de capital humain accumulée par les femmes et les niveaux de rémunération qu'elles reçoivent.

Elles déterminent aussi les règles régissant la succession et la propriété matrimoniale, peuvent garantir un accès non discriminatoire aux ressources productives et assurer une sécurité sociale, déterminer les horaires de travail et les questions de congé.

Ci-dessous un exemple de **la manière dont les politiques et la législation peuvent jouer un rôle primordial pour faire évoluer les conditions des femmes.**

#### Réforme du droit de la famille en Éthiopie

En l'an 2000, l'Éthiopie a réformé son droit de la famille en abrogeant la capacité du mari à interdire à sa femme de travailler en dehors du domicile et exigeant l'accord des deux époux pour la gestion de la propriété familiale.

Les femmes ont alors déplacé leurs activités économiques hors du foyer pour occuper des emplois à temps plein et mieux rémunérés.

#### Comment créer un cadre politique et juridique favorable et ciblé?

Des politiques, stratégies et dispositions légales soigneusement conçues devraient:

- ✓ s'attaquer aux normes et pratiques socioculturelles profondément sexistes qui empêchent les femmes rurales de participer activement au travail productif et aux activités génératrices de revenus.
- ✓ veiller à ce que les marchés du travail en milieu rural fournissent les mêmes possibilités d'emploi décent aux femmes qu'aux hommes.
- ✓ étendre les mesures de protection sociale aux zones rurales, en particulier pour les femmes rurales défavorisées qui occupent un emploi vulnérable et travaillent dans l'économie informelle. Une telle protection sociale pourrait inclure: un congé de maternité rémunéré, des garderies de qualité pour les enfants, un accès à une assurance maladie et chômage.

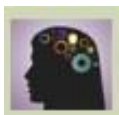


## Des institutions et organisations non discriminatoires

Des organisations et des institutions compétentes peuvent aider les femmes rurales à obtenir leur émancipation sociale et économique grâce au travail décent et à un emploi rémunérateur.

**De quelle manière les institutions et les organisations peuvent-elles autonomiser les femmes rurales?**

- ✓ Les femmes rurales devraient être intégrées dans les organisations, aussi bien en tant qu'adhérentes que dirigeantes. L'égalité entre hommes et femmes ne sera pas réalisée uniquement en augmentant la présence des femmes, étant donné que les institutions existantes (à savoir les organisations de producteurs, les coopératives, les syndicats de travailleurs, les programmes d'aide aux petits exploitants) sont en majorité régies par des hommes.
- ✓ Les institutions concernées, qu'elles soient privées ou publiques, devraient promouvoir et adopter des normes de travail décent, des normes non contraignantes pour une conduite responsable des entreprises et des investissements agricoles responsables, en insistant sur l'égalité des sexes.
- ✓ Les coopératives et autres entreprises devraient compléter la législation et contrôler les conditions de travail, et faciliter les négociations collectives des femmes.



## L'amélioration du capital humain des femmes rurales

La pauvreté du ménage oblige souvent les filles rurales à participer aux activités de la famille plutôt que de suivre des études.

Le développement du capital humain des femmes et des filles rurales est un préalable essentiel, non seulement à leur propre autonomisation, mais aussi à leur intégration dans les marchés du travail existants dans des conditions plus justes et plus décentes.

### Le cas de Dana

Dana a 19 ans et habite dans une région rurale du Kazakhstan. Elle a grandi dans une exploitation familiale et aimerait s'engager davantage dans la production de cultures marchandes.

Cependant, les femmes rurales, et surtout celles de son âge, sont souvent exclues de telles activités. Cela est en partie dû à la prévalence de normes sexistes, mais aussi au fait que de telles activités demandent aux producteurs de mettre en pratique des technologies plus complexes et

d'acquérir et appliquer de nouvelles connaissances pertinentes afin de pouvoir accéder aux marchés des cultures marchandes.

Pour stimuler l'esprit d'entreprise de Dana, il faudrait investir dans son éducation (supérieure) et dans le renforcement de ses capacités par le biais d'une formation professionnelle et de gestion commerciale.

#### Comment peut-on améliorer le capital humain des femmes rurales?

- ✓ Les politiques, les dispositions légales et les pratiques devraient encourager et garantir que les femmes et les filles des zones rurales reçoivent une éducation de qualité sur un pied d'égalité avec leurs homologues masculins.
- ✓ Il est important de réduire la vulnérabilité aux maladies professionnelles des femmes rurales, en particulier de celles travaillant dans l'économie informelle et dans l'emploi vulnérable. Cette étape est importante pour améliorer leur santé, et donc le capital humain.



#### Augmentation de l'accès, du contrôle et de l'appropriation des moyens de production et des ressources

L'accès aux actifs et aux ressources productives, y compris les terres, et l'appropriation et le contrôle de ceux-ci sont essentiels pour l'inclusion autonome des femmes rurales dans la main-d'œuvre productive, en particulier sur les marchés du travail qui ne sont pas traditionnellement favorables aux femmes.

#### Le Projet spécial de titularisation des terres et du cadastre rural du Pérou

En 1992, le gouvernement péruvien a lancé le Projet spécial de titularisation des terres et du cadastre rural pour augmenter la sécurité foncière et améliorer la productivité et la production agricoles.

Le **projet** a été **considéré comme étant non sexiste**, car ses réglementations de mise en œuvre n'étaient pas fondées sur le sexe. La logique suivie par le gouvernement était qu'aucune autre mesure n'était nécessaire, étant donné qu'il n'y avait aucune discrimination manifeste contre les femmes.

Cela étant, les femmes souffrent de taux d'analphabétisme supérieurs et sont plus susceptibles d'être monolingues que les hommes. Dans les couples vivant en union consensuelle, les femmes étaient aussi plus vulnérables à l'exclusion. Un autre obstacle était l'absence de papiers d'identité, car pour l'enregistrement des terres, il fallait apporter une preuve de son identité.

L'ONG *Red Nacional de la Mujer Rural*, coordonnée par le Centre péruvien pour les femmes Flora Tristán, a organisé une **campagne de sensibilisation dans l'ensemble du pays pour défendre les droits des femmes**, renforçant ainsi les efforts fournis par le gouvernement. Elle a rédigé des lignes directrices administratives axées sur l'égalité entre les sexes qui ont été largement diffusées. Elle a aussi organisé une formation consacrée à la parité hommes-femmes pour les responsables du projet.

Après cette intervention, le projet a amélioré la répartition de l'accès à la terre: 56 pour cent des parcelles des foyers dirigés par des hommes l'étaient en propriété conjointe en 2004, contre 49 pour cent des foyers dans un groupe témoin qui n'avait pas reçu de titre du projet.

Plus remarquable encore, les taux de propriété conjointe qui étaient de 13 pour cent des foyers en 2000 sont passés à 43 pour cent en 2004.

#### Comment peut-on augmenter les moyens de production et les ressources?

- ✓ Des politiques et lois tenant compte des sexospécificités doivent être appliquées afin de garantir que les femmes et les hommes jouissent des mêmes droits en termes de propriété foncière.
- ✓ Les acteurs locaux, notamment les structures de gouvernance locales, les communautés et les membres de la famille, et en particulier les hommes, doivent être formés et sensibilisés aux dispositions juridiques et politiques afin de changer les normes et les pratiques sexistes ancrées dans la société.



#### Meilleur accès aux infrastructures de base et aux services publics en zone rurale

L'accès aux infrastructures de base et aux services publics, comme l'électricité et l'eau potable courante ou les garderies, est bien plus restreint dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Il a été montré que **le fait d'améliorer les services de base**, en particulier la fourniture d'eau et d'électricité, permet **aux femmes d'alléger le temps** consacré au travail domestique et aux soins. Un accès égal aux infrastructures de base et aux services de soutien peut améliorer l'accès des femmes rurales aux possibilités économiques et à un meilleur emploi, tout en augmentant leur capital humain et social.

#### Comment l'électricité a amélioré la vie des femmes à Zanzibar

Dans les zones rurales de Zanzibar, le fait d'avoir accès à l'électricité dans un village signifie que les pompes fonctionnent en permanence, que les écoles et les centres de santé sont raccordés au réseau électrique et que les rues sont éclairées la nuit.

Les femmes ont largement profité de ces améliorations dans les services publics. Après l'introduction des **pompes à eau dans le village**, les ménages et, en particulier, les femmes et les jeunes filles ont **économisé environ 25 heures par semaine sur la collecte de l'eau**. En conséquence, les filles ont pu être scolarisées comme les garçons, et les femmes ont pu consacrer plus de temps à des activités productives (par ex., production d'algues), voire se reposer le soir venu.

Cependant, deux structures importantes pour les femmes n'étaient toujours pas raccordées au réseau électrique, à savoir le moulin du village et le jardin d'enfants, alors que les institutions masculines comme les mosquées et le marché aux poissons étaient raccordés. Cet écart dans la représentation des intérêts est lié à l'exclusion des femmes rurales du processus de planification lors de l'introduction d'infrastructures et de services importants, et a des répercussions à long terme sur la vie des femmes et des filles.

#### Comment peut-on améliorer l'accès aux services publics en milieu rural?

- ✓ Les services ruraux, les nouvelles technologies et les infrastructures devraient cibler explicitement les femmes et être adaptés à leurs besoins et exigences;
- ✓ Les femmes devraient être intégrées dans les processus de prestation de services. Par exemple, les femmes pourraient travailler dans des postes de décision au Ministère de l'agriculture afin de renforcer la fourniture adéquate de services de vulgarisation agricole aux femmes rurales, et la participation des organisations de productrices en tant que «caisses de résonance».



#### Meilleur accès aux débouchés et aux filières de commercialisation

Le développement de systèmes de marché inclusifs peut avoir des incidences bénéfiques de grande portée sur le développement **tant pour les femmes** que pour les hommes des zones rurales et leurs familles.

L'accès aux débouchés et aux filières de commercialisation est plus difficile pour les producteurs agricoles pauvres. De plus, les femmes rurales ont plus de problèmes que les hommes du fait des contraintes sociales limitant leur mobilité (elles n'ont que très rarement leur propre moyen de

transport, par ex., une bicyclette, ou peuvent avoir moins de ressources pour payer un service de transport individuel).

Les femmes ont aussi un accès plus limité aux installations de stockage et de traitement, produisent plus souvent des produits périssables moins faciles à transporter (par ex., des produits laitiers et des œufs) et ont moins facilement leur mot à dire et un accès limité aux coopératives agricoles et aux associations de producteurs susceptibles de leur donner un accès aux marchés.

#### Le cas de Micheline

Micheline travaille à son compte dans la transformation de produits de la pêche indépendante.

Elle achète tôt le matin une partie de la prise des pêcheurs locaux et commence à fumer le poisson vers 7 heures du matin pour terminer vers 8 heures du soir. Elle vend en même temps ses produits sur son stand toute la journée, parfois jusqu'à tard dans la soirée.

Pendant de nombreuses années, Micheline a fumé le poisson de manière traditionnelle, en utilisant du bois d'hévéa et une installation de fumage exposant tant les yeux que le système respiratoire à de grandes quantités de fumée. L'exécution directe du fumage et la manipulation des fours archaïques lui provoquaient aussi régulièrement des brûlures cutanées. À présent, un **projet international a participé à l'installation d'un four amélioré pour le fumage du poisson** dans la communauté de Micheline.

Le nouveau four a réduit la consommation de bois et le temps nécessaire au fumage du poisson, de même que la quantité de fumée à laquelle sont exposées les femmes pendant le processus.

De ce fait, **le risque pour leur santé ainsi que leur charge de travail ont diminué**. De plus, le processus de fumage est de meilleure qualité. En conséquence, les femmes ont maintenant suffisamment confiance pour traiter des variétés de poissons plus onéreuses et le stand de vente attire plus de personnes qui acceptent de payer plus cher. Globalement, le perfectionnement de la technique a permis à Micheline de dépenser moins d'argent pour le traitement, de réduire le risque d'exposition constant aux fumées et autres risques pour la santé, tout en augmentant les revenus de la vente des poissons.

#### Comment peut-on améliorer l'accès aux marchés?

Afin de modifier durablement l'accès des femmes rurales aux marchés et aux filières de commercialisation, il est nécessaire de mener plusieurs interventions interconnectées, à savoir:

- ✓ une analyse des systèmes de marché sensible au genre;
- ✓ la promotion de politiques en faveur de l'égalité entre hommes et femmes au niveau macroéconomique ;

- ✓ le renforcement du pouvoir de négociation des femmes dans les marchés et les chaînes de valeur.



### Meilleur accès aux services financiers

L'accès des femmes aux services financiers dépend souvent de leur position juridique, sociale et économique au sein de la société, de leur communauté et de leur foyer.

Cela est aussi souvent lié au fait que les femmes ne possèdent pas les ressources et les actifs pouvant servir de garantie pour l'obtention de prêts et de crédits, mais aussi au plus faible développement de leurs capacités humaines (manque de compétences financières et de formation à la gestion).

#### L'Association des femmes travaillant à leur compte en Inde

Le but de l'Association des femmes travaillant à leur compte (SEWA), **syndicat** indien fondé en 1972, est d'organiser les femmes indépendantes pauvres des zones rurales **pour qu'elles parviennent au plein emploi et à l'autosuffisance**, avec la sécurité au travail, la sécurité des revenus, la sécurité alimentaire et la sécurité sociale.

L'autosuffisance signifie que les femmes sont autonomes en tant que personnes et groupes, tant d'un point de vue économique que décisionnaire. Pour y arriver, le SEWA crée de petits groupes d'entraide qui se réunissent une fois par mois.

Les productrices choisissent d'intégrer ces groupes pour partager des intérêts et des préoccupations mutuels et résoudre leurs problèmes de manière collective.

L'approche de facilitation du SEWA inclut le **renforcement des compétences et des capacités en termes de gestion et de direction**. Le syndicat propose aussi des **formations** fonctionnelles d'**alphabétisation** en groupes axées sur la lecture et qui sont conçues de manière à répondre aux besoins spécifiques des femmes.

Grâce aux groupes d'entraide, les **centres de documentation du SEWA dans les villages** aident les agricultrices à cerner les avantages potentiels des nouvelles technologies, à évaluer leur adéquation et à participer au processus de développement technologique.

Ces centres fournissent aussi aux agriculteurs des intrants de qualité, des informations sur les marchés et des conseils techniques. Ils permettent aux petits exploitants d'accéder au marché.

Les 2 140 groupes d'entraide du SEWA améliorent souvent considérablement la vie des femmes en augmentant leurs revenus, en améliorant leur sécurité alimentaire et en leur permettant de saisir de nouvelles possibilités qui s'offrent à elles.

### Comment peut-on encourager l'accès des femmes aux services financiers?

Pour encourager l'accès des femmes aux services financiers, il est essentiel de garantir:

- ✓ la promotion des mêmes droits pour les femmes concernant la conclusion de contrats financiers;
- ✓ la fourniture directe de crédits, prêts et assurances aux femmes, sans l'aval de leur mari ou d'autres hommes;
- ✓ la promotion des compétences financières chez les femmes rurales;
- ✓ un plus grand accès des femmes rurales aux institutions de microfinance et aux régimes d'assurance agricole tenant compte des besoins des deux sexes;
- ✓ la remise en question et la modification des normes socioculturelles existantes empêchant les femmes d'avoir accès aux services financiers.



### Une évolution des normes socioculturelles en faveur de l'égalité entre hommes et femmes

Souvent, des normes, valeurs religieuses et pratiques culturelles discriminatoires à l'encontre des femmes déterminent les rôles des hommes et des femmes et ont une influence sur les possibilités de chacun à participer à divers types de travail et d'activités génératrices de revenus.

- L'âge, le statut marital et socio-économique et l'ethnicité, ainsi que le nombre et le sexe des enfants font partie des principaux facteurs déterminants de la capacité des femmes à prendre des décisions indépendantes sur leur vie privée et professionnelle et à se lancer dans la sphère publique et politique.
- La liberté de mouvement, le droit d'hériter et de posséder des biens immobiliers et des terres ainsi que la capacité à exercer librement leur profession sont tous des préalables à la participation active des femmes rurales à l'emploi décent et contribuent sensiblement à leur autonomisation économique et sociale.

#### Exemple

Vous êtes un responsable politique et êtes chargé de réduire les inégalités fondées sur le sexe dans les marchés du travail en milieu rural et d'améliorer l'autonomisation des femmes rurales

grâce au travail décent dans votre pays. Les suivantes sont les stratégies clés à mettre en œuvre pour accomplir votre tâche:

- ✓ Offrir des cours d'alphabétisation et une formation professionnelle aux femmes rurales, en particulier aux plus pauvres et défavorisées;
- ✓ Pousser les hommes des foyers ruraux plus riches à participer davantage au travail agricole.
- ✓ Stimuler l'emploi rémunéré des femmes rurales, y compris dans le secteur non agricole de l'économie rurale;
- ✓ Mettre des garderies de qualité pour les enfants à la disposition des femmes rurales, en particulier les plus défavorisées.

## Conclusion

**Pourquoi est-il si important de réduire les inégalités entre les sexes dans l'emploi productif et le travail décent dans les zones rurales?**

D'abord et surtout parce qu'il s'agit d'un droit humain! et il pourrait contribuer à de nombreuses améliorations socio-économiques, telles que:

- 28 mille milliards de dollars du PIB annuel mondial en 2025;
- augmentation de la productivité des exploitations des femmes de 20 à 30%;
- réduction de 12 à 17% du nombre de personnes souffrant de la faim, soit 100 à 500 millions de personnes en moins;
- amélioration des résultats en termes de nutrition et d'éducation des enfants (investissement dans les générations futures de travailleurs);
- augmentation du pouvoir décisionnaire des femmes à tous les niveaux.

## Résumé

Le travail décent et le plein emploi productif sont importants pour l'autonomisation à long terme des femmes en milieu rural.

Les femmes doivent assumer un triple fardeau de tâches qui empiète sur leur temps disponible et les empêche d'entreprendre des formes d'emploi plus rentables et des activités génératrices de revenus. On observe aussi des inconvénients liés au sexe qui entravent l'égalité d'accès au travail décent pour les femmes.

L'autonomisation des femmes rurales grâce à l'emploi productif et au travail décent peut contribuer à l'égalité entre hommes et femmes dans le monde du travail, ainsi qu'à un développement plus durable de l'agriculture et de l'économie rurale.

Il existe huit stratégies clés qui contribuent à créer un environnement favorable efficace pour l'autonomisation durable des femmes rurales grâce à l'emploi productif et au travail décent:

1. des cadres politiques et juridiques favorables et ciblés;
2. des institutions et organisations non discriminatoires;
3. l'amélioration du capital humain des femmes rurales;
4. l'augmentation de l'accès, du contrôle et de l'appropriation des moyens de production et des ressources;
5. un meilleur accès aux infrastructures de base et aux services publics en zone rurale;
6. un meilleur accès aux débouchés et aux filières de commercialisation;
7. un meilleur accès aux services financiers;
8. l'évolution des normes socioculturelles en faveur de l'égalité entre hommes et femmes.